



Communiqué de presse

178-2011 – 25 juillet 2011

La Commission européenne aide les entreprises à recouvrer 600 millions d'euros supplémentaires de créances transfrontières

Un petit producteur de fromage italien fournit de la mozzarella à un fabricant de pizzas surgelées établi en France. L'entreprise française tardant à le payer, le producteur italien suspend ses livraisons mais se retrouve avec plusieurs milliers d'euros de factures impayées sur les bras. Comment pourra-t-il recouvrer ses créances? À l'heure actuelle, il n'existe aucune solution simple à son problème. Les fraudeurs peuvent facilement déplacer leurs fonds d'un État membre à un autre et les mettre en lieu sûr en les répartissant entre plusieurs comptes situés dans divers pays. D'autres situations lèsent également les citoyens, par exemple lorsque des articles achetés en ligne ne sont jamais livrés ou qu'un parent se trouvant à l'étranger manque à son obligation de verser une pension alimentaire. Actuellement, c'est au droit national qu'il appartient d'imposer à une banque de payer un créancier en prélevant de l'argent sur le compte d'un client. Aujourd'hui, la situation qui prévaut dans les 27 États membres est juridiquement complexe, cause des retards et coûte cher. Près d'un million de petites entreprises éprouvent des difficultés liées à leurs créances transfrontières et, chaque année, jusqu'à 600 millions d'euros sont inutilement passés au compte de pertes et profits car les entreprises se découragent à l'idée de devoir lancer des actions en justice à l'étranger, souvent onéreuses et compliquées. La Commission européenne propose aujourd'hui la création d'une ordonnance européenne de saisie conservatoire visant à faciliter le recouvrement transfrontière des créances, tant pour les citoyens que pour les entreprises.

«Je veux que le recouvrement des créances transfrontières soit aussi aisé que le recouvrement des créances au sein d'un même État membre», a déclaré Mme Viviane Reding, membre de la Commission européenne chargé de la justice. «Chaque année, les entreprises perdent près de 2,6 % de leur chiffre d'affaires à cause de créances irrécouvrables. C'est là une faiblesse de notre marché unique à laquelle nous devons remédier rapidement et énergiquement! Les entreprises ont besoin d'une solution simple, c'est-à-dire d'une ordonnance de saisie conservatoire des comptes bancaires valable sur tout le territoire de l'Union, afin que les fonds puissent être conservés là où ils se trouvent jusqu'à ce qu'une juridiction ait statué sur le remboursement de la créance. En cette période de difficultés économiques, les entreprises ont besoin de réponses rapides. Chaque euro compte, en particulier pour les petites entreprises.»

Dans l'Union européenne, les petites et moyennes entreprises (PME) représentent 99 % des sociétés. Environ un million de ces PME sont confrontées à des problèmes liés à leurs créances transfrontières. Les procédures de recouvrement de créances sur le territoire des autres États membres sont complexes, ce qui entraîne une multiplication des frais pour les entreprises qui souhaitent exercer leurs activités dans les autres États membres. Les problèmes les plus fréquents tiennent à des divergences entre les législations nationales ou encore aux frais liés à l'engagement d'un avocat supplémentaire ou à la traduction de documents. Les particuliers rencontrent des

difficultés semblables lorsqu'ils tentent de récupérer leur argent auprès d'un opérateur malhonnête ou d'un débiteur d'une créance alimentaire dans un autre pays de l'Union.

L'initiative législative présentée aujourd'hui vise à faciliter le recouvrement de ces créances transfrontières et offre aux créanciers une plus grande sécurité à cet égard, renforçant ainsi la confiance des citoyens et des entreprises quant aux échanges commerciaux intervenant dans le marché unique de l'Union. Elle s'inscrit dans le programme de la Commission «la justice au service de la croissance», qui vise à exploiter au mieux le potentiel de l'espace commun de justice au sein de l'Union en faveur des échanges et de la croissance.

Contexte

Le règlement instituerait une nouvelle ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, qui permettrait aux créanciers de faire saisir le montant détenu par le débiteur sur un compte bancaire. Cette ordonnance revêt une importance déterminante pour les actions en recouvrement de créances, car elle empêcherait les débiteurs de déplacer ou de dilapider leurs avoirs pendant le temps nécessaire à l'obtention et à l'exécution d'une décision de justice sur le fond. Les possibilités de recouvrer des créances transfrontières s'en trouveraient accrues.

La nouvelle ordonnance européenne permettra aux créanciers de protéger des montants détenus sur des comptes bancaires dans des conditions identiques dans l'ensemble des États membres de l'Union. Un aspect important est que les dispositifs nationaux en matière de saisie conservatoire ne subiront aucun changement. La Commission se contente d'ajouter une procédure européenne à laquelle les créanciers pourront choisir de recourir pour recouvrer des créances dans d'autres pays de l'Union. Il s'agit d'une procédure à caractère provisoire. Pour récupérer effectivement l'argent, le créancier devra obtenir une décision de justice définitive sur l'affaire qui le concerne, en se conformant au droit national ou en recourant à l'une des procédures européennes simplifiées, telles que la procédure européenne de règlement des petits litiges.

L'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires sera à la disposition du créancier en tant qu'alternative aux instruments prévus par son droit national. Elle sera de nature conservatoire, ce qui signifie qu'elle n'aura pour effet que de bloquer le compte du débiteur, sans que l'argent qui y est détenu puisse être versé au créancier. Cet instrument ne sera applicable qu'aux affaires revêtant une dimension transfrontière. L'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires sera rendue dans le cadre d'une procédure non contradictoire: elle serait donc délivrée à l'insu du débiteur, permettant ainsi un effet de surprise. L'instrument prévoit des règles communes concernant la détermination de la compétence, ainsi que les conditions et la procédure à respecter pour la délivrance de l'ordonnance; ces règles concernent également l'ordonnance de divulgation relative aux comptes bancaires, la manière dont les juridictions et autorités nationales devraient procéder à son exécution, les voies de recours ouvertes au débiteur, et d'autres éléments de la protection du défendeur.

La proposition de règlement créant l'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires sera maintenant transmise au Parlement européen et au Conseil de l'UE, en vue de son adoption selon la procédure législative ordinaire et à la majorité qualifiée.

Commission européenne – Site de la salle de presse de la DG Justice:

http://ec.europa.eu/justice/newsroom/index_fr.htm

Commission européenne – Justice civile:

http://ec.europa.eu/justice/civil/index_fr.htm

Page d'accueil du site de Mme Viviane Reding, membre de la Commission européenne chargé de la justice: <http://ec.europa.eu/reding>

Pour des informations supplémentaires
Ernst Moutschen – (+352) 4301 32925
Courriel: ernst.moutschen@ec.europa.eu

Annex

European Commission to help businesses and consumers recover cross-border debts – Frequently Asked Questions

What is the proposal about?

Creditors currently face complex and lengthy procedures for recovering debt in another country, resulting in higher costs for businesses trading across EU borders. Individuals face similar problems when seeking to get their money back from a rogue trader or a maintenance defaulter in another EU country.

The proposed Regulation establishes a European procedure – the European Account Preservation Order – for recovering money within the EU. This will ease cross-border claims by giving creditors more certainty about recovering their debt, thereby increasing confidence in trading within the EU's single market. The Regulation creates a provisional measure to preserve the debtor's funds located abroad. Under the new rules, a court would issue an order to a bank obliging it to preserve a specific amount owed to a creditor. This could be done either before or after the creditor has received a court judgement entitling him to recover the debt. The procedure would only be available in cross-border cases. It would not provide for the actual payment of the money to the creditor at the end of the litigation, which will continue to be governed by national law.

What problems do creditors face when recovering debts from another country?

At the moment, debtors can instantly move funds from a bank account in one Member State to another, or simply withdraw funds. Debtors can thus easily escape enforcement of a court order to pay back money owed. Creditors, however, have little chance of safeguarding funds in debtors' bank accounts abroad to secure the payment of their claims. As a result, many creditors are either unable to successfully recover their claims abroad or do not consider it worthwhile pursuing them and write them off.

Creditors face a range of problems in preserving funds in cross-border cases: the conditions for issuing orders to preserve assets vary considerably across the EU; it is often difficult, if not impossible, for creditors to get information about the location of a debtor's bank account; the costs for obtaining an order abroad are generally higher than for domestic cases, particularly for hiring an additional lawyer and translating documents; and there is a wide difference in how long it takes for national authorities to enforce a judgement.

How much money is at stake?

Companies could recover up to €600 million a year in debt that is currently written off. They lose around 2.6% of their annual turnover to bad debts that are not pursued. A European Account Preservation Order could also help individuals collect maintenance payments.

How will the recovery of debts abroad work in practice?

The proposed Regulation would establish a new European Account Preservation Order that would allow creditors to preserve the amount owed in a debtor's bank account. It would be available to the creditor as an alternative to national orders. The European procedure would be issued without the prior hearing of the debtor, allowing for a "surprise effect". Banks would be obliged to implement the order immediately by preserving a specific amount.

Does the proposal have safeguards to protect debtors?

Debtors have to be notified immediately after the measure takes effect to prepare their defence. They can contest the order by applying for a review by the court that issued the order. The Regulation provides for standard forms available in all EU languages to apply for a review.

The Regulation also allows amounts to be exempt from enforcement to ensure the livelihood of debtors or to allow a company to continue its ordinary course of business. Creditors must in any case show a good prospect of winning the case on the substance, and – in particular – that the claim is well-founded. A court can also require that creditors provide a security deposit to ensure compensation for any damage suffered by the debtor if the order is later proved to be unjustified.

How would the proposal help consumers?

Individuals can find it just as difficult as businesses to recover a debt when the debtor is abroad. This can happen when consumers never receive goods bought online and already paid for them, or when an absent parent fails to pay maintenance from abroad.

According to recent Eurobarometer surveys, consumers are still reluctant to shop cross-border. Only 7% of European consumers buy online from another Member State and 14% of Web shoppers ran into problems with the transaction. About three-quarters of those complained to the seller or service provider, but only half took further action.

Are there concrete examples?

- Example 1:

Mr Kaminski, the owner of a small Polish furniture company, makes specially designed oak kitchen cupboards. A Spanish retailer is impressed with his cupboards during a furniture fair in Cracow. Mr Kaminski agrees with the retailer to produce and deliver a first lot of 300 cupboards to test the market at a price of €150 per cupboard plus shipping. Payment should be made upon delivery. Mr Kaminski only manages to negotiate an advance payment of 20% for the material. The cupboards are delivered to Spain but the retailer fails to pay. When no money arrives after a month and various attempts to reach the retailer by phone and email fail, Mr Kaminski discovers on the internet that the retailer has a habit of defaulting and not paying his suppliers. Mr Kaminski turns to his company's local lawyer for advice. He is told that he would need to seek a provisional account preservation measure in Spain according to Spanish law. Unfortunately, the Polish lawyer is not familiar with Spanish law so Mr Kaminski would need to hire an international law firm with considerably higher rates.

The proposed Regulation would make it easier to obtain a preservation order in another Member State and cut lawyer's fees because the conditions and procedure for issuing a European Account Preservation Order would be the same in all Member States. In addition, there would be a standard application form in all official EU languages.

- Example 2:

Françoise is a 24-year-old Belgian studying graphic design in Brussels. She needs to buy a laptop for her master's thesis and has found one in a local store for €1,199. A friend tells her that she can find the same model for much less in Germany. Françoise browses the Internet and finds an offer from a German online shop for €899 plus €25 shipping costs. She pays by credit card but never receives the computer on the date indicated in the order confirmation. She gets no reply to an email and discovers that the trader's website is under construction. A fellow student who is studying law advises her to get a provisional measure against the trader's bank account. However, she first needs to get the trader's account number.

The proposed Regulation would allow Françoise to apply for the order without the trader's account number. Under the proposal, she can ask the competent authorities in Germany to get the necessary information for her. The new procedure will make it much easier for creditors in situations such as Françoise's to get a preservation order.

- Example 3:

Marion is living with her 3-year-old daughter in Manchester, United Kingdom. She has just separated from her husband Pedro who decided to return to Portugal, his native country. This leaves Marion in a difficult position because she does not have the necessary financial means to bring up their daughter alone. After contacting Pedro many times asking for money to help her cover child-rearing costs, Marion is advised by a lawyer to obtain a maintenance order against him in the UK. While proceedings are pending, she learns that Pedro is likely to move to the United States for a new job. Her lawyer advises her to seek a provisional order so that money is preserved in her ex-husband's account in Portugal pending the outcome of the maintenance proceedings. Marion invests her savings to hire a Portuguese lawyer to do this but by the time the order is granted and enforced, Pedro has closed the account and left the country.

Under the proposal, Marion could obtain a European Account Preservation Order more quickly than a national measure. This would increase her chances to have funds in her ex-husband's account preserved before he leaves the country. The proposed Regulation provides for specific time limits within which the European Account Preservation Order would have to be issued and implemented.

What are the next steps?

The proposed European Account Preservation Order Regulation will now pass to the European Parliament and the Council of the EU for adoption under the ordinary legislative procedure (co-decision) and by qualified majority.